

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire
Pôle Déchets Sites et Sols Pollués
2 avenue Grûner
Allée C
42000 ST ETIENNE

ST ETIENNE, le 13/11/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/10/2023

Contexte et constats

Publié sur  **RISQUES**

SOFOREC

ZAC des Volons
Rue André Richard
42160 Andrézieux-Bouthéon

Références : UiD4243-DSSP-023-0425
Code AIOT : 0003202072

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/10/2023 dans l'établissement SOFOREC implanté ZAC des Volons II - 42160 Andrézieux-Bouthéon. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Depuis son installation sur la zone des Volons à Andrézieux-Bouthéon, SOFOREC fait l'objet de plaintes récurrentes pour nuisances sonores.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOFOREC
- ZAC des Volons II - 42160 Andrézieux-Bouthéon
- Code AIOT : 0003202072
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non.

La société SOFOREC est spécialisée dans la revalorisation des déchets de ferrailles et métaux.

Les activités exercées sont :

- la récupération et réception de déchets métalliques,
- le tri,
- le traitement des déchets (découpage par cisaille hydraulique de certaines catégories de déchets),
- la vente de déchets triés.

L'installation est autorisée par arrêté préfectoral du 11/03/2022.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Traçabilité des déchets, procédure d'admission,
- Modalités d'entreposage,
- Collecte des effluents et rejets,
- Bruit.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ♦ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ♦ les observations éventuelles ;
 - ♦ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ♦ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Constats hors points de contrôle

Le bassin de rétention des eaux pluviales a été réalisé dans le périmètre ICPE de l'installation mais en dehors de la zone d'exploitation matérialisée par des murs en blocs béton. Ce bassin n'est pas clôturé et ne présente aucun équipement de sécurité (échelle, bouée).

Il est accessible aux riverains, d'autant que ceux-ci ont enlevé en partie la clôture marquant la limite du lotissement (aire des gens du voyage).

Il est recommandé d'assurer la mise en sécurité du bassin : soit en clôturant entièrement l'installation sur son périmètre ICPE (ainsi que le prévoit l'article 2.3.2 de l'AP du 11/03/2022), soit en clôturant le bassin. La mise en place d'une échelle (même rustique) est également recommandée.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Entreposage des déchets	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
5	Collecte des eaux	Arrêté Préfectoral du 11/03/2021, article 4.2.1.1	/	Lettre de suite préfectorale	6 mois
6	Bassin de rétention/régulation des eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 11/03/2022, article 4.4.2.2	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
8	Nuisances sonores	Arrêté Préfectoral du 11/03/2022, article 7.2.3	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois
10	Modalité de stockage des produits	Arrêté Préfectoral du 11/03/2022, article 8.5.2	/	Lettre de suite préfectorale	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Admission des déchets	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13	/	Sans objet
2	Traçabilité des déchets	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, articles 1 et 2	/	Sans objet
3	Traçabilité des déchets (2)	Décret du 25/03/2021, article 1 (R.541-45 code environnement)	/	Sans objet
7	Rejet des eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 11/03/2022, articles 4.4.2.1 et 4.6.2	/	Sans objet
9	Mesures périodiques des niveaux sonores	Arrêté Préfectoral du 11/03/2022, article 7.2.4	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'installation est propre et bien entretenue. L'exploitant a procédé à l'autosurveillance de ses rejets et de ses émissions sonores conformément à ses obligations réglementaires.

Les émissions sonores dépassent les valeurs limites autorisées : ce point a fait l'objet d'un arrêté préfectoral de mise en demeure signé par le Préfet.

Des améliorations au niveau des modalités de travail doivent d'ores et déjà être mises en œuvre (manipulation "douce" des déchets).

Une attention particulière doit être portée à la hauteur de stockage des déchets compte-tenu de la présence de locaux d'habitation à proximité immédiate.

L'exploitant doit justifier du volume du bassin de rétention des eaux pluviales créé et du débit de rejet.

Les produits susceptibles de polluer les eaux ou les sols sont à entreposer sur rétention.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Admission des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13
Thème(s) : Risques chroniques, déchets
Prescription contrôlée : II. Procédure d'information préalable Avant d'admettre un déchet dans son installation et en vue de vérifier son admissibilité, l'exploitant demande au producteur du déchet, à la (ou aux) collectivité (s) de collecte ou au détenteur une information préalable qui contient les éléments ci-dessous. Elle consiste à caractériser globalement le déchet en rassemblant toutes les informations destinées à montrer qu'il remplit les critères d'acceptation dans une installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation. Si nécessaire, l'exploitant sollicite des informations complémentaires. [...] III. Procédure d'admission L'installation comporte une aire d'attente à l'intérieur de l'installation pour la réception des déchets. Les déchets ne sont pas admis en dehors des heures d'ouverture de l'installation. a) Lors de l'arrivée des déchets sur le site, l'exploitant : - vérifie l'existence d'une information préalable en conformité avec le point II ci-dessus, en cours de validité ; - réalise un contrôle de la radioactivité des déchets susceptibles d'en émettre, s'il dispose d'un dispositif de détection sur site et si le contrôle n'a pas été effectué en amont de l'admission ; - recueille les informations nécessaires au renseignement du registre prévu par l'article R. 541-43 du code de l'environnement et mentionné dans l'arrêté du 29 février 2012 susvisé ; - réalise un contrôle visuel lors de l'admission sur site ou lors du déchargement ; - délivre un accusé de réception écrit pour chaque livraison admise sur le site. Dans le cas de réception de déchets dangereux (rubrique n° 2711), le bordereau de suivi de déchets dangereux vaut accusé de réception. [...]
Constats : Une information préalable n'est pas systématiquement réalisée. L'exploitant passe des contrats avec ses clients réguliers. Ce contrat précise : le producteur du déchet, son origine géographique, les types de déchets concernés.

<p>En dehors de ses clients réguliers, les échanges se font par téléphone : l'exploitant fait une offre de prix. Si cette offre convient aux producteurs ou détenteurs du déchet, ils se présentent sur l'installation. Ces offres sont consignées par l'exploitant sur un fichier informatique.</p> <p>A l'arrivée du déchet sur l'installation, l'exploitant procède à un contrôle de la radioactivité du chargement, effectue une pesée, vérifie la qualité des déchets déchargés, procède à une pesée à vide et délivre le bon de pesée qui vaut accusé de réception du déchet.</p> <p>Le registre des déchets entrant est renseigné.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Traçabilité des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1 et 2
Thème(s) : Risques chroniques, déchets
Prescription contrôlée : Contenu des registres entrées et sorties de déchets
<p>Constats :</p> <p>Les informations nécessaires au renseignement des registres des déchets entrants et sortants sont saisies dans un logiciel métier (logiciel "SAGE").</p> <p>L'exploitant a prévu de changer de logiciel en janvier 2024 afin de pouvoir intégrer les informations requises par l'arrêté du 31/05/2021 fixant le contenu des registres déchets.</p>
<p>Observations :</p> <p>L'exploitant est invité à bien vérifier les possibilités du nouveau logiciel afin que le contenu de ses registres déchets soit conforme à la réglementation.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Traçabilité des déchets (2)

Référence réglementaire : Décret du 25/03/2021, article 1 (R.541-45 code environnement)
Thème(s) : Risques chroniques, déchets
Prescription contrôlée : Gestion des bordereaux de suivi de déchets dangereux
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant dispose d'un compte dans l'application Trackdéchets. Un bordereau de suivi est émis dans l'application à chaque évacuation de déchets dangereux : notamment évacuation des huiles récupérées dans les cuves dédiées aux tournures et copeaux, nettoyage des séparateurs hydrocarbures, évacuation des batteries plomb.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Entreposage des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13
Thème(s) : Risques chroniques, déchets
Prescription contrôlée : IV. Entreposage des déchets

<p>Les aires de réception, de transit, regroupement, de tri et de préparation en vue de la réutilisation des déchets doivent être distinctes et clairement repérées. Les zones d'entreposage sont distinguées en fonction du type de déchet, de l'opération réalisée (tri effectué ou non par exemple) et du débouché si pertinent (préparé en vue de la réutilisation, combustible, amendement, recyclage par exemple).</p> <p>L'exploitant dispose de moyens nécessaires pour évaluer le volume de ses stocks (bornes, piges, etc.).</p> <p>La hauteur des déchets entreposés n'excède pas 3 mètres si le dépôt est à moins de 100 mètres d'un bâtiment à usage d'habitation. Dans tous les cas, la hauteur n'excède pas six mètres.</p> <p>[...]</p> <p>Les zones d'entreposage et de manipulation des produits ou déchets sont couvertes lorsque l'absence de couverture est susceptible de provoquer :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la dégradation des produits ou déchets gérés sur l'installation, rendant plus difficile leur utilisation, valorisation ou élimination appropriée, par exemple via l'infiltration d'eau dans la laine de verre et les mousses des déchets d'équipements électriques et électroniques ; - l'entraînement de substances polluantes telles que des huiles par les eaux de pluie. <p>Constats :</p> <p>Les déchets sont entreposés dans des casiers selon leur nature (type de métaux, qualité,...). Les aires d'entreposage sont imperméabilisées. Les copeaux et tournures, chargés d'huile de coupe, sont entreposés sous abri. Les égouttures sont récupérées dans 2 cuves dédiées de 10 000 L.</p> <p>L'exploitant procède à l'évaluation des volumes entreposés de façon visuelle.</p> <p>La hauteur de stockage est d'environ 6 mètres. L'exploitant doit prendre toutes les dispositions nécessaires pour limiter la hauteur d'entreposage.</p> <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> <p>Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale</p> <p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 5 : Collecte des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/03/2021, article 4.2.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, eaux superficielles
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tous les effluents aqueux sont canalisés.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les eaux de ruissellement sont collectées, traitées sur un séparateur d'hydrocarbures et régulées par un bassin de rétention avant rejet au milieu naturel.</p> <p>Il apparaît que la zone située entre l'auvent de stockage des copeaux et tournures et le parc à benne (secteur non imperméabilisé) n'est pas collectée. Ces eaux, potentiellement polluées (zone de circulation des engins), rejoignent par topographie le secteur du parc à benne non imperméabilisé.</p> <p>Il s'agit d'une faible surface, néanmoins, l'exploitant doit prendre des dispositions pour collecter ces eaux et les traiter.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 6 mois

N° 6 : Bassin de rétention/régulation des eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/03/2022, article 4.4.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, eaux superficielles
Prescription contrôlée : Le débit de fuite maximal des eaux pluviales vers le milieu naturel est de 5 l/s/ha, soit 14 l/s (50,4m³/h). Les eaux pluviales sont collectées et dirigées vers un bassin de rétention d'un volume de 930 m³ (occurrence de pluie : 30 ans). Un dispositif de fuite en fond de bassin permet de réguler le débit à 14 l/s quelle que soit la charge hydraulique. Un plan de récolement du bassin de rétention est réalisé et transmis à l'inspection des installations classées dans un délai de 3 mois après l'achèvement des travaux ; ce plan fait notamment apparaître le volume du bassin, l'emplacement et le descriptif des organes de régulation. En particulier, l'exploitant justifie du dimensionnement du dispositif permettant de délivrer le débit maximal de 14 l/s. Ce bassin est maintenu vide pour pouvoir accueillir les événements pluvieux. Il ne doit pas, de par sa conception, son utilisation ou son entretien, être à l'origine de milieu propice au développement des moustiques potentiellement vecteurs de maladies. L'exploitant veille en particulier à l'absence de stagnation d'eau en fond de bassin. Le bassin est rendu étanche pour permettre le confinement des eaux d'extinction d'incendie (voir également article 8.5.2.). Dans cet objectif, il est également équipé d'un dispositif d'obturation permettant de stopper l'évacuation des eaux vers le milieu naturel, à manœuvrer en cas d'incendie. Ce dispositif d'obturation est visible et facilement identifiable. Des manœuvres d'essai sont réalisées au moins une fois par an pour s'assurer de son maintien en état de fonctionnement. L'étanchéité du dispositif est également vérifiée lors de ces tests.
Constats : Le bassin de rétention a été visité. Il est étanché par une membrane. Un panneau portant la mention "vanne isolement bassin" est présent, néanmoins, celle-ci n'a pas été retrouvée le jour de la visite. L'exploitant devra procéder à un débroussaillage en vue de permettre l'accès à la vanne d'isolement. L'ouvrage de régulation n'a pas été vu : le bassin est en eau le jour de la visite du fait des pluies de la veille. Le fond du bassin n'est pas visible. La présence d'un organe de régulation du débit n'a pas pu être vérifiée. Le plan de recollement fourni par l'exploitant ne mentionne pas le volume du bassin et ne présente pas les organes de régulation et de confinement installés. Seule une conduite de Ø160 figure sur le plan en sortie du bassin. Le diamètre de cette conduite apparaît trop élevé pour permettre la régulation du débit de rejet à 14 l/s compte-tenu de la profondeur du bassin (et donc de la hauteur d'eau dans celui-ci). L'exploitant doit présenter un plan du dispositif de régulation mis en place et justifier du volume du bassin ainsi que du débit de rejet.
Observations : Le bassin n'est pas clôturé, et ne présente aucun équipement de sécurité (échelle, bouée...). Compte-tenu de la possibilité de procéder à une manœuvre de la vanne d'isolement en toute circonstance (y compris de nuit ou dans la précipitation), l'exploitant est invité à sécuriser ce bassin.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : Rejet des eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/03/2022, article 4.4.2.1 et 4.6.2
Thème(s) : Risques chroniques, eaux superficielles
Prescription contrôlée : Valeurs limites d'émission des eaux exclusivement pluviales (tableau non reproduit). Fréquence et modalité de l'autosurveillance de la qualité des rejets : une mesure des concentrations des différents polluants visés à l'article 4.4.2.1. est effectuée au moins tous les ans par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement. Les polluants qui ne sont pas susceptibles d'être émis par l'installation ne font pas l'objet des mesures périodiques prévues au présent article. Dans ce cas, les éléments permettant de justifier cette absence sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées. Les résultats d'analyses sont conservés pendant 5 ans et tenus à disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : L'exploitant a fait procéder à l'analyse de son rejet d'eaux pluviales en juillet 2023. Le débit de rejet n'a pas été évalué, il n'est donc pas possible de calculer le flux par paramètre. Ceci semble sans incidence dans la mesure où les VLE ne sont pas dépassées. Néanmoins le débit de rejet doit être évalué lors du prélèvement afin de pouvoir calculer les flux par paramètres, certaines VLE étant conditionnées à une valeur de flux. Le Cr6+ n'a pas été analysé. Il doit l'être lors de la prochaine analyse. La fréquence d'analyse est respectée.
Observations : Dans le rapport DEKRA, toutes les VLE ont été multipliées par 2. Il convient d'être vigilant sur les valeurs de VLE et de comparer les résultats d'analyses avec les VLE fixées dans l'AP.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Nuisances sonores

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/03/2022, article 7.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, bruit
Prescription contrôlée : Trois mois avant la mise en exploitation, l'exploitant réalise une étude de modélisation des niveaux sonores susceptibles d'être générés par son activité. Cette étude définit en particulier les zones « les plus bruyantes » ainsi que celles où les émergences devraient être les plus importantes. Cette étude est transmise à l'inspection des installations classées dans le mois qui suit sa réalisation. Lors de l'acquisition de nouveaux équipements, l'exploitant intègre le critère acoustique dans le cahier des charges afin de privilégier, à un niveau technico-économique équivalent, ceux qui ont le niveau sonore le moins impactant. Les déplacements de matières sont réduits autant que possible. À cet effet, l'exploitant rédige une procédure explicitant les modalités permettant d'optimiser les déplacements de matière et prévoit sa mise à jour en tant que de besoin. Cette procédure est établie dans les 3 mois qui suivent la notification du présent arrêté et est tenue à disposition de l'inspection des installations classées. En tant que de besoin, notamment au regard des résultats de l'étude de modélisation des niveaux sonores, l'exploitant met en place des écrans acoustiques (type murs anti-bruit). L'emplacement et les caractéristiques (longueur et hauteur) de ces écrans sont justifiés par des calculs acoustiques.

Constats :

L'étude de modélisation des niveaux sonores a été transmise à l'inspection en juillet 2023. Cette étude montre que les émergences attendues en ZER Ouest (aire des gens du voyage) et Sud (lotissement) sont respectivement de 14,9 dB et 12,3 dB avec la cisaille positionnée au Sud. Elles sont de 7,9 dB et 11,6 dB avec la cisaille positionnée au Nord (proche du auvent de stockage des tournures). Ces émergences attendues sont largement supérieures à celles autorisées (5 dB).

L'étude propose les solutions d'amélioration suivantes :

- décaler la « zone métaux » prévue au Sud du site pour la placer au Nord afin de s'éloigner au maximum des habitations et de l'aire d'accueil,
- rehausser le mur d'enceinte de deux blocs béton en partie SUD du site afin de limiter la propagation sonore dans cette direction,
- veiller à une manutention générant le moins de bruit possible en minimisant les hauteurs de chute de matière, les tassages de tas avec la pelle, etc...

La rehausse du mur d'enceinte a été réalisée. Cependant le retrait des 2 rangs de blocs béton a été demandé par la mairie d'Andrézieux-Bouthéon.

La cisaille étant mobile, elle peut être utilisée sur tout le site. L'objectif est de cisailer au plus près des matières pour éviter les manutentions qui sont également sources de bruit.

L'opportunité de déplacer la zone métaux-ferrailles est à étudier.

En outre, les modalités de travail générant le moins de bruit possible lors de la manutention des déchets sont à mettre en œuvre. L'exploitant apportera tous les éléments justifiant de cette mise en œuvre (formations, procédures internes, etc...)

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 2 mois

N° 9 : Mesures périodiques des niveaux sonores

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/03/2022, article 7.2.4

Thème(s) : Risques chroniques, bruit

Prescription contrôlée :

Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée :

- une fois pendant la phase chantier,
- une fois dans les 3 premiers mois qui suivent la mise en service de l'installation,
- au moins une fois par an pendant les 3 premières années suivant la mise en service de l'installation,
- après les 3 premières années, au moins tous les 3 ans.

Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997. Ces mesures sont effectuées par un organisme qualifié dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.

Une mesure des émissions sonores est effectuée aux frais de l'exploitant par un organisme qualifié, notamment à la demande du préfet, si l'installation fait l'objet de plaintes ou en cas de modification de l'installation susceptible d'impacter le niveau de bruit généré dans les zones à émergence réglementée.

Les résultats des mesures réalisées sont transmis au préfet dans le mois qui suit leur réception avec les commentaires et propositions éventuelles d'amélioration.

Constats :

La mesure des niveaux sonores a été réalisée pendant la phase chantier et dans les 3 premiers mois d'exploitation.

La mesure effectuée en phase d'exploitation montre des dépassements des niveaux sonores autorisés. Une mise en demeure a été effectuée.

Observations : Une étude globale visant à caractériser les nuisances sonores de la zone des Volons est en cours de réalisation. Elle devrait permettre de dégager des pistes d'amélioration.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Modalité de stockage des produits

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/03/2022, article 8.5.2
Thème(s) : Risques accidentels, risque pollution accidentelle
Prescription contrôlée : I. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes: - 100 % de la capacité du plus grand réservoir, - 50 % de la capacité totale des réservoirs associés. Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires. Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à : - dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts, - dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts, - dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 l.
Constats : Il est constaté la présence d'huiles et d'AdBlue entreposés hors rétention. Ces produits sont à entreposer sur rétention, en respectant les règles de dimensionnement prescrites.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 15 jours